



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE N°2511F018

**Prestations liées aux activités d'audit interne,
contrôle interne et gestion des risques pilotées par
la Mission audit et contrôle internes de VNF**












Date et heure limites de réception des offres :



Jeudi 23 octobre 2025 à 17H00

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
175 rue Ludovic Boutleux
CS 30820
62408 BETHUNE

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Réalisation de prestations liées aux activités d'audit interne, contrôle interne et gestion des risques pilotées par la Mission audit et contrôle internes de VNF
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	12 mois ferme, 48 mois avec reconductions
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	5
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Lieu(x) d'exécution des prestations	5
1.7 - Modifications de l'accord-cadre	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Nature de l'attributaire.....	5
2.2.1 Co-traitance	5
2.2.2 Sous-traitance	6
2.2.3 Interdictions de soumissionner.....	6
2.3 - Variantes	6
2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat	6
3.2 - Délais d'exécution	6
3.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
4 - Contenu du dossier de consultation.....	7
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	7
5.1 - Documents à produire pour la candidature.....	8
5.2 - Documents à produire pour l'offre	9
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures.....	10
7.2 - Attribution de l'accord-cadre	10
7.3 - Suite à donner à la consultation	12
8 - Renseignements complémentaires	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
8.2 - Procédures de recours.....	12
8.3 - Production des pièces par les candidats auxquels il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre	13

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations liées aux activités d'audit interne dans le respect des Normes (IIA), au développement du contrôle interne et à la gestion des risques, sous le pilotage de la Mission audit et contrôle internes.

Ces prestations seront réalisées au siège de VNF et au sein des sept directions territoriales (siège de la DT ou Services Territoriaux).

La description détaillée des prestations attendues est précisée au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre est conclu avec trois (3) attributaires, prestataires uniques ou en groupements d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27, R. 2151-7, L. 2341-7 et L. 2141-12 à L. 2141-14 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mixte exécuté principalement par l'émission de bons de commande et subsidiairement par la conclusion de marchés subséquents en application des articles L. 2125-1-1 et R.2162-3 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu avec plusieurs attributaires et prévoit, pour la partie exécutée par bons de commande, un mécanisme d'attribution en cascade. À ce titre, VNF sollicite en premier lieu le titulaire classé au premier rang, conformément aux critères d'attribution définis à l'article 7 du règlement de la consultation. En cas d'incapacité dûment justifiée de ce titulaire à exécuter la prestation objet de la commande, VNF pourra s'adresser au titulaire classé au deuxième rang, puis, le cas échéant, au titulaire classé au troisième rang, si le titulaire de deuxième rang est également dans l'impossibilité de réaliser ladite prestation. Chaque titulaire est tenu de notifier à VNF, dans le délai prévu à l'article 6.3.1 du présent CCAP, les motifs précis de son impossibilité d'exécuter la prestation.

Lorsqu'il identifie une situation potentielle de conflit d'intérêt, VNF demande au titulaire de la confirmer ou de l'infirmer. VNF peut également exiger que soient précisées les mesures mises en place pour éviter ce conflit. Il revient ensuite à VNF d'évaluer la pertinence de ces mesures.

Si celles-ci s'avèrent insuffisantes, ou si le prestataire déclare lui-même être en situation de conflit d'intérêt, VNF peut s'adresser au titulaire de deuxième rang, puis éventuellement à celui de troisième rang, mais uniquement si le deuxième n'est pas en mesure d'assurer la prestation objet de la commande.

Les différents titulaires se verront attribuer les bons de commande selon leur rang de classement et dans les conditions définies au CCAP.

Les prestations seront réglées par l'application des prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) des titulaires, aux quantités effectivement commandées et réalisées.

Pour les prestations relevant du cadre des marchés subséquents, les conditions de passation et d'exécution sont détaillées à l'article 8 du CCAP et complétées au sein des pièces des marchés subséquents.

Il est par ailleurs précisé que les prix indiqués au BPU de l'accord-cadre sont des prix plafonds ; ainsi, dans l'hypothèse où des lignes de prix unitaires prévues au BPU sont utilisées au sein des marchés subséquents, ces prix ne pourront être supérieurs à ceux remis au titre de l'accord-cadre.

Les prestations seront exécutées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande et des marchés subséquents émis par le siège, sans montant minimum et dans le cadre d'un montant maximum pour la durée totale de l'accord-cadre reconductions comprises, soit quatre (4) ans, ainsi fixés à :

Montant minimum euros HT	Montant maximum euros HT
Sans montant minimum	1 500 000 € HT

Des quantités estimatives sont précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Le DQE n'a pas valeur contractuelle, il est à compléter par le candidat et servira à l'analyse du critère prix. Le DQE est établi avec des quantités estimatives sur la durée du marché public. Ce dernier comprend l'estimation financière relative aux marchés subséquents.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
79212200-5	Services d'audit interne
79212000-3	Services d'audit

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Nomenclature	Libellé
O3SH	Organisation des services (audit)
40.01.0201	Assistance en audit et contrôle interne (organisation des services)

1.6 - Lieu(x) d'exécution des prestations

Le titulaire exécute principalement les prestations objet du marché dans ses locaux. Il peut également être amené à se déplacer sur les sites de VNF comprenant le siège et les directions territoriales durant les missions.

Les réunions pourront se faire en visioconférence ou en présentiel conformément au CCTP ou aux modalités précisées dans les bons de commande ou marchés subséquents.

1.7 - Modifications de l'accord-cadre

L'accord-cadre pourra faire l'objet de modifications en application des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Nature de l'attributaire

Le nombre d'attributaires du présent accord-cadre est limité à trois (3). En conséquence, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres régulières, acceptables et appropriées, seuls les 3 candidats les mieux classés en deviendront titulaires.

L'accord-cadre est conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.2.1 Co-traitance

Le mandataire du groupement ou l'un des membres du groupement, ne peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un

groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur. Conformément à l'article R.2142-22 du Code de la commande publique, la forme du groupement après attribution peut être imposée par le pouvoir adjudicateur, si cette transformation est nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Ainsi, le groupement imposé serait un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Pour apprécier la nécessité d'une telle transformation, VNF tiendra compte des risques engendrés par le niveau de responsabilité des membres du groupement.

2.2.2 Sous-traitance

La sous-traitance totale est interdite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci le sera au moyen d'une déclaration de sous-traitance joint au présent dossier de consultation.

2.2.3 Interdictions de soumissionner

Pourront être exclues de la procédure de passation du présent marché, les personnes se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations. Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du DCE. VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de la date de notification du contrat.

Il sera reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, sauf décision de dénonciation expresse prise par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins un (1) mois avant la date anniversaire de la notification du marché public. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de quatre (4) ans.

3.2 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution qui ne sont pas mentionnés dans les documents contractuels seront mentionnés dans les bons de commande émis au fur et à mesure des besoins par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique l'émission des bons de commande et des marchés subséquents ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande et des marchés subséquents peut se prolonger au-delà de la durée totale de l'accord-cadre, dans le cadre du délai d'exécution prévu aux bons de commande concernés, sans toutefois

méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

Les délais de vérification et de réception ne sont pas inclus dans les délais d'exécution du titulaire.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation selon l'article 13.3.4 du CCAG-PI.

3.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)*;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)*;
- Le cadre de réponse technique,
- La revoyure du COP 2023-2032 (annexe),
- La politique CI (annexe),
- La charte audit interne (annexe),
- Le rapport d'activités 2024 de VNF (annexe),
- Le sommaire du manuel audit interne (annexe),
- Les formulaires administratifs DC1, DC2, DC4 ainsi que leur notice explicative.

*Le BPU et le DQE sont regroupés au sein d'un même fichier Excel contenant un premier onglet « BPU » et un second onglet « DQE ».

Il est remis gratuitement sur le profil d'acheteur de VNF (plateforme de dématérialisation des achats de l'État PLACE) à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées **en langue française et exprimées en EURO**.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire pour la candidature

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent :

- **soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr ,
- **soit le Document Unique de Marché Européen** issu du Règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la commission du 5 janvier 2016, « eDUME » disponible sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/opérateur-economique>).

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société (ou le membre du groupement éventuel) si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels.	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les <u>effectifs moyens annuels</u> du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
<u>Titres d'études et professionnels</u> du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public	Non
Présentation d'une liste de <u>références</u> des principaux services comparables à ceux du marché effectué au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date, le rôle joué par le candidat (titulaire principal, sous-traitant, cotraitant) et sa part, ainsi que le destinataire public ou privé.	Non

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. Le candidat doit apporter la preuve qu'il disposera des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié comme un écrit de l'opérateur économique s'engageant à mettre à disposition du candidat ses capacités pour toute la durée du marché.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, le pli contiendra autant de sous-dossiers que de sous-traitants déclarés, comprenant les documents précités, ainsi que la déclaration de sous-traitance (modèle joint au présent dossier).

5.2 - Documents à produire pour l'offre

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE), complété, daté et signé, et ses annexes ; Le nom de la personne physique ayant qualité pour représenter l'opérateur économique vis-à-vis de VNF pour l'exécution du marché est indiqué dans l'acte d'engagement, celle-ci doit être habilitée à engager l'entreprise et fournir les pouvoirs et les délégations lui permettant d'agir à cet effet.	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU), cadre ci-joint à compléter par le candidat et à remettre en version Excel (pas de pdf)	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE), cadre ci-joint à compléter par le candidat et à remettre en version Excel (pas de pdf)	Non
Le cadre de réponse technique fourni par VNF avec tous les apports nécessaires et décrits au sein du modèle fourni. Il est notamment attendu des profils et leur qualification par catégorie de prestations prévues au CCTP (ex. : Composition type de l'équipe dédiée à une mission d'audit ; missions de mise à jour de cartographie des risques ...). Le nombre de pages indiqué au sein du cadre de réponse technique par sous-critère est à respecter. Tous surplus ne sera pas analysé. Le cadre de réponse technique peut être remis soit en format PDF soit en format PPTX.	Non

* Le BPU et le DQE sont regroupés au sein d'un même fichier Excel contenant un premier onglet « BPU » et un second onglet « DQE ». Le BPU (pièce contractuelle) est à compléter dans son intégralité par le candidat et les prix proposés par celui-ci dans le BPU sont automatiquement reportés dans le DQE (pièce servant à l'analyse du critère prix). **Il est rappelé aux candidats que les tableaux Excel (BPU et DQE) ne sont pas modifiables.**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Signature de l'acte d'engagement

Les candidats sont invités à signer l'acte d'engagement (AE) remis dans leur offre, cependant la signature de l'acte d'engagement au stade de l'offre est facultative.

Une signature scannée, l'absence de signature électronique ou de signature manuscrite scannée de l'AE ou l'absence de fourniture des pouvoirs et/ou délégations de signature, ne rendent donc pas l'offre du candidat irrégulière.

Le cas échéant, il sera demandé à l'attributaire au stade de l'attribution de signer l'Acte d'Engagement avec une signature électronique ou une signature manuscrite originale, et de fournir les pouvoirs et/ou délégations des personnes habilitées à l'engager.

Il est précisé que l'Acte d'engagement ne doit pas être verrouillé lors de la signature électronique par le candidat.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les candidats ont l'obligation de transmettre leur offre par voie électronique selon les modalités pratiques de transmission décrites en annexe n°2 au présent Règlement de la consultation.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Les plis peuvent être doublés d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, selon les modalités prévues en annexe n°2 à la présente lettre de la consultation. Celle-ci sera ouverte si les conditions de l'article R. 2132-11 du Code de la commande renvoyant à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde sont bien remplies.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidats devront impérativement justifier de **capacités financières suffisantes** appréciées globalement pour chaque candidat et s'élève au minimum à 2 000 000 euros de chiffres d'affaires annuels sur les trois dernières années.

Il est également attendu que le candidat dispose d'un minimum de 50 personnes dans son **effectif moyen annuel** afin de pouvoir répondre à l'ensemble des thématiques identifiées dans le besoin.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous critères	Notation et pondération
<p>1. Critère valeur technique de l'offre</p> <p>Le critère valeur technique, noté sur 100 points, sera apprécié sur la base du cadre de réponse technique remis, en prenant en compte les sous-critères suivants :</p> <p>→ <u>Sous-critère n°1 : La méthodologie employée pour la réalisation des prestations, noté sur 100 points et pondéré à 50%</u> et décomposé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5% pour la méthodologie générale relative au fonctionnement, à l'organisation pour le pilotage de l'accord-cadre ; - 22% pour la méthodologie des prestations d'audit interne ; - 14% pour les prestations liées à la gestion des risques ; - 9% pour les prestations liées au contrôle interne. <p>→ <u>Sous-critère n°2 : L'organisation-type et le dimensionnement-type de l'équipe proposée en fonction des missions d'audit interne et de cartographies des risques, noté sur 100 points et pondéré à 20%</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 12% pour l'organisation-type et dimensionnement-type de l'équipe proposée pour la réalisation des missions d'audit interne - 8% pour l'organisation-type et dimensionnement-type de l'équipe proposée pour les prestations de cartographies des risques <p>→ <u>Sous-critère n°3 : Les compétences mises à disposition pour les prestations attendues, noté sur 100 points et pondéré à 30%</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Profils avec CV détaillés des membres de l'équipe mise à disposition sur des prestations similaires et exemples de travaux réalisés par ces mêmes membres sur les thématiques de l'Établissement citées dans le CCTP et leurs certifications professionnelles le cas échéant (en audit interne – contrôle interne et gestion des risques) (représentant 20 % des 30% de la note pondérée %) ; - Polyvalence du candidat pour répondre aux différentes thématiques de l'accord-cadre (représentant 10 % des 30% de la note pondérée). <p>La note sur 100 points ainsi obtenue sera pondérée à 50% dans le total de la note finale.</p>	50%
<p>2. Critère environnement</p> <p>Le critère environnement, noté sur 100 points sera apprécié sur la base du cadre de réponse technique remis, en prenant en compte les sous-critères suivants :</p> <p>→ <u>Sous-critère n°1 : Le candidat expose la méthodologie adoptée pour répondre aux conditions d'exécution environnementales fixées au CCTP et plus généralement sa démarche de prise en compte de ces enjeux pour l'exécution des prestations au profit de VNF, noté sur 100 points et pondéré à 50%</u></p> <p>→ <u>Sous-critère n°2 : Le candidat proposera une méthode pour suivre et évaluer la mise en œuvre des conditions d'exécution environnementales des différentes prestations tout au long de la durée de l'accord-cadre et rendre compte annuellement des actions et/ou progrès réalisés en la matière, noté sur 100 points et pondéré à 50%</u></p> <p>La note sur 100 points ainsi obtenue sera pondérée à 10% dans le total de la note finale.</p>	10%
<p>3. Critère prix</p> <p>Le critère prix, noté sur 100 points, sera apprécié au regard du montant total TTC indiqué dans le DQE.</p>	40%

<p>Le critère prix sera apprécié par rapport à l'offre la moins disante, selon la formule suivante :</p> $Note = 100 \times \frac{MOMD}{MOJ}$ <p>Dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MOMD : Montant de l'offre la moins disante. - MOJ : Montant de l'offre jugée. <p>Le DQE est établi avec des quantités estimatives sur la durée totale du marché public.</p> <p>La note sur 100 points ainsi obtenue sera pondérée à 40% dans le total de la note finale.</p>	
---	--

Les notes pondérées seront ajoutées afin d'obtenir la note globale finale. Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer des décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaire.

Dans le cas où des erreurs manifestement grossières seraient constatées dans les pièces du candidat, ces erreurs seraient rectifiées par VNF après confirmation dudit candidat. Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Le candidat ne pourra se prévaloir d'erreurs non décelées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Les offres les mieux classées seront donc retenues à titre provisoire en attendant que les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Lille. Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Lille
5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 LILLE CEDEX
Téléphone : +33 3 59 54 23 42
Télécopie : +33 3 59 54 24 45
Greffes des procédures d'urgence
Télécopie : +33 3 59 54 24 50 Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours accessible par le site www.telerecours.fr

8.3 - Production des pièces par les candidats auxquels il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre

Les candidats dont l'offre a été retenue ne peuvent être titulaires de l'accord-cadre que s'ils produisent les certificats et attestations prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur acceptera comme justificatifs et moyens de preuve suffisants des informations figurant dans la candidature :

- Une déclaration sur l'honneur établissant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique ;
- Les certificats de régularité émanant des administrations fiscales et sociales ;
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail ;
- Un extrait K, Kbis ou D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- En cas de redressement judiciaire, copie du ou des jugement(s) prononcé(s).



Si le candidat dont l'offre a été retenue ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre pourra être rejetée.

ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION MODALITES PRATIQUES DE TRANSMISSION DES OFFRES AU FORMAT ELECTRONIQUE

Article 1 – Mode de transmission

1.1. Généralités

Date limite de remise des offres

Les candidats transmettront leurs offres impérativement au plus tard à la date et l'heure limites figurant sur la page de garde du présent document et dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Modalité de transmission

Pour transmettre leur offre par voie électronique, via la plate-forme des marchés de VNF, les opérateurs économiques devront :

- s'inscrire sur la plate-forme de gestion des marchés publics de VNF PLACE accessible à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>
- être titulaire d'un certificat de signature électronique, si le candidat signe l'acte d'engagement électroniquement lors de la remise de l'offre.

1.2. Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

En application de la réglementation en vigueur :

- arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique ;
- règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32014R0910&from=FR>,

le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature utilisé, devant produire des jetons de signature¹ conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés : XAdES, CAdES ou PAdES.

1^{er} cas : Certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2^{ème} cas : Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé (eIDAS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- 1) La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- 2) Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- 3) L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

¹ Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)

1.3. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

1^{er} cas : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Le pouvoir adjudicateur se réserve néanmoins la possibilité de demander au candidat des informations visant à la vérification de ce certificat de signature.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

2^{ème} cas : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

Article 2 – Formalisme de l'offre

2.1. Généralités

Les opérateurs économiques doivent insérer dans leur pli électronique l'ensemble des documents requis. Le fichier contient les documents demandés au présent règlement de la consultation.

Ces documents sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants :

- Format Word (".doc") (version Word 97 et postérieures) ;
- Format Acrobat (".pdf") (version Acrobat 5 et postérieures) ;
- Format Excel (".xls") (version Excel 97 et postérieures) ; Ces fichiers seront nommés "nom_fichier.ext"

où :

- "nom_fichier" correspond au nom du document
- ".ext" correspond à l'une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme

Après création du pli, les candidats se connectent sur le site <http://www.marches-publics.gouv.fr> et doivent la déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

2.2. Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cédérom, DVD Rom, clé USB) ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « *copie de sauvegarde, Accord-cadre n°2511F018 « Prestations liées aux activités d'audit interne, contrôle interne et gestion des risques pilotées par la Mission audit et contrôle internes de VNF* ».

Cette enveloppe contiendra les pièces demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.
La copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé au siège de VNF, à Béthune, au plus tard à la date et l'heure limite de remise des plis fixées en page de garde du présent règlement de la consultation.
Les heures d'ouverture des bureaux sont les suivantes : de 9h00 à 18h00. Si elles sont envoyées par la poste ou par tout moyen permettant de donner une date certaine, parvenir à l'adresse ci-dessous au plus tard à la date et heure limites de remise des plis fixées en page de garde du présent règlement.

Voies navigables de France - Division achats et commande publique

175, rue Ludovic Boutleux CS 30820

62408 Béthune cedex Copie de Sauvegarde

« PLI A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »

Accord-cadre n°2511F018 « Prestations liées aux activités d'audit interne, contrôle interne et gestion des risques pilotées par la Mission audit et contrôle internes de VNF »

Les candidats transmettront leurs offres impérativement au plus tard à la date et l'heure limites.

Un messageleur indiquant que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à VNF.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixée ci-avant, seront considérés hors délais et ne seront pas retenus.

Pour tout complément d'information ou toute difficulté relative à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation, le candidat est invité à contacter le service « Support en ligne » PLACE. Le support téléphonique PLACE (01 53 18 90 00) peut être contacté si le candidat dispose d'un numéro de ticket correspondant à une demande d'assistance créée.